



Elections européennes 2014

mé morandum✈

de l'Organisation internationale du tourisme social

OITS

Le tourisme pour tous: un enjeu européen



L'Organisation Internationale du Tourisme Social (OITS) se consacre, depuis sa création en 1963, à favoriser le départ en vacances du plus grand nombre, et à faire en sorte que le tourisme soit une activité, facteur d'inclusion, au service des communautés humaines qui l'accueillent ou qui y travaillent.

En 50 ans, le contexte a bien sûr énormément changé dans toutes nos sociétés comme à l'échelle planétaire. Notre monde s'est beaucoup développé ; la mondialisation et l'emprise de l'économie pèsent aujourd'hui fortement sur les marges de manœuvre politiques et les grands clivages du siècle dernier ne sont plus d'actualité, même si nous considérons que les raisons de ne pas se satisfaire du monde tel qu'il est sont nombreuses et justifiées.

Le secteur du tourisme, les transports, la mobilité croissante d'un nombre important d'habitants de notre planète ont connu une forte croissance¹...tout comme la conscience écologique...ce qui n'est pas sans créer de fortes contradictions.

En matière d'accès aux vacances, dont l'impact sur la qualité de vie et le bien être commencent à être reconnus et, si, durant des décennies, le taux de départ en vacances s'est longtemps et beaucoup amélioré dans les pays développés, il n'en va plus de même aujourd'hui puisque nous assistons au contraire à une stagnation voire à une régression - parfois importante - du taux de départ dans ces pays².

A l'inverse, tout laisse à penser que, dans ce domaine comme dans d'autres, la croissance touche aujourd'hui l'Asie et les économies émergentes ; confrontée à d'autres priorités plus vitales, l'Afrique demeure encore largement à l'écart de cette tendance, même si l'intérêt commence à avoir une réalité dans quelques-uns de ses pays.

1 Selon les estimations de la DG Entreprises et Industrie de la Commission européenne, le tourisme représente plus de 5% du PIB de l'UE. Le secteur de l'hébergement touristique emploie 2,3 millions de personnes dans l'UE et l'emploi total dans l'ensemble de l'industrie représenterait entre 12 et 14 millions de personnes. Le tourisme représente ainsi la troisième plus grande activité socio-économique de l'UE, après les secteurs du commerce, de la distribution et de la construction.

2 Selon Eurostat, on estime qu'environ 51,5 % de la population de l'UE a participé au tourisme en 2010, c'est-à-dire effectué au moins un voyage d'au moins 4 nuitées au cours de l'année.

Plaider pour développer la dimension sociale du tourisme n'est donc pas une vision du passé et demeure une ambition pleinement d'actualité. Si les moyens donnés aux opérateurs de tourisme social proprement dits ont stagné ou diminué, nous pouvons constater, à l'inverse, qu'une plus grande attention semble devoir être portée à la dimension sociale du tourisme par les décideurs politiques ; comment en effet ne pas voir que celle-ci peut aussi constituer un levier de relance de l'activité économique et de l'emploi dans ce secteur. Ceci est tout particulièrement vrai pour les tourisms « domestiques », de même qu'un transfert croissant de l'activité tourisme des Etats aux collectivités territoriales peut se traduire par davantage d'initiatives visant à soutenir le départ en vacances des habitants. S'ajoutant au développement de la dimension européenne et de l'action internationale - l'Europe est la première destination touristique au monde - cet ensemble peut constituer un nouveau cadre politique pour le tourisme européen³.



Enfin, pouvoir se déplacer dans l'Union européenne contribue aussi à développer la citoyenneté européenne, par la découverte d'autres cultures et la rencontre avec les habitants d'autres pays. A cet égard, le tourisme peut ainsi enrichir l'identité européenne et être vecteur de paix en Europe.

Pour toutes ces raisons, et au moment où l'OITS, forte de la diversité de ses membres (Etats, collectivités territoriales, syndicats, opérateurs et acteurs de tourisme, universitaires...), célèbre ses 50 ans d'action et de travail, et se tourne surtout vers l'avenir,

nous souhaitons interpeller des décideurs politiques, sociaux et économiques pour qu'ils regardent le secteur du tourisme avec le sérieux que son poids justifie, et qu'ils soutiennent de véritables politiques favorisant le départ en vacances effectif des citoyens de nos pays.

Du droit aux vacances et de l'existence légale des congés annuels à la possibilité de « partir en vacances », un grand fossé demeure encore à combler dans la plupart des pays....

³ Cf. communication de la Commission européenne du 30 juin 2010

Dix propositions pour l'Union européenne

Les études dont nous disposons en 2013 montrent toutes que les effets de la crise que nous traversons dans l'Union européenne sont à présent très visibles sur le comportement des Européens en matière de départ en vacances.

Les départs en vacances sont tombés à un niveau jamais atteint depuis le début de ce siècle, et nous pouvons estimer que seule une petite majorité des européens (de l'ordre de 55 %) aura pu partir en vacances cette année. Les chutes sont sévères en Italie, en Espagne, en Grèce, au Portugal et également bien réelles en Grande-Bretagne, en France, et le taux de départ de nombreux pays de l'Est de l'Europe reste bas, même s'il n'a pas connu un décrochage d'égale importance, ou, dans certains cas, est même en progression.

L'OITS a été satisfaite que le Parlement européen et la Commission se soient saisies de cette question au travers de la mise en place et du financement de l'action « Calypso », qui a permis de sensibiliser de nombreux acteurs publics et privés, de mener une vaste étude sur le tourisme social dans l'Union, de mener des actions pilotes en faveur de quatre publics cibles (les seniors, les jeunes, les familles à revenus modestes, les personnes handicapées) et enfin de financer une ambitieuse plateforme européenne du tourisme social, afin de créer les conditions favorables à l'établissement d'un véritable « marché du tourisme européen pour tous ». Ce sont des acquis précieux.

La question du « Tourisme pour Tous » ou de l'accès aux vacances pour le plus grand nombre a d'ailleurs été formellement reconnue et prise en compte dans certains textes officiels adoptés récemment par différentes institutions européennes ; qu'il s'agisse de la Résolution du Parlement européen du 27 septembre 2011 *sur l'Europe, première destination touristique au monde - un nouveau cadre politique pour le tourisme européen* où l'on encourage la Commission et les Etats membres « à poursuivre leurs travaux afin de permettre aux personnes désavantagées d'accéder plus facilement aux vacances » ; que ce soit la Communication de la Commission du 30 juin 2010, mentionnée précédemment, où l'on précise les actions prévues dans le cadre de Calypso ; ou encore la Déclaration de Madrid du 15 avril 2010 *Vers un modèle de tourisme socialement responsable* adoptée lors d'une réunion informelle de ministres.

Mais l'Union européenne ne saurait s'arrêter là dans ce domaine.

C'est pourquoi l'OITS appelle la future Commission européenne ainsi que les membres du prochain Parlement européen à l'issue des élections de 2014, le Conseil européen et les Etats membres à considérer les 10 propositions suivantes dans leur programme pour la prochaine mandature 2014 - 2020 :

Deux axes politiques majeurs

- 1 Sur la base d'une meilleure reconnaissance de la place du tourisme comme secteur stratégique dans l'économie européenne par le traité de Lisbonne (article 195) en sa qualité de 3^{ème} secteur économique, initier et promouvoir une coopération plus forte entre Etats membres, notamment pour développer un tourisme domestique européen pour tous s'appuyant sur une prise en compte interministérielle du tourisme.
- 2 Mieux identifier les dispositifs et financements européens susceptibles de soutenir cette coopération lors de la révision des perspectives financières 2014-2020, conformément à la volonté affichée par le Parlement européen lors des négociations ayant trait au budget de cette période.

Trois propositions s'inscrivant dans une politique globale du tourisme

- 3 Soutenir l'ouverture d'initiatives et de projets transnationaux, au sein de l'Union, notamment pour tendre à une meilleure répartition de l'activité touristique sur les différentes saisons.
- 4 Favoriser le développement d'échanges de jeunes, tels les voyages scolaires à l'échelle européenne, qui constituent des premiers pas d'appropriation personnelle d'un sentiment européen.
- 5 Veiller à garantir un statut décent aux travailleurs du tourisme, incluant les travailleurs saisonniers et les bénévoles.



Cinq propositions de développement de politiques sociales du tourisme

Considérant que le tourisme social est le support d'actions et de dispositifs facilitant l'accès aux vacances et au tourisme pour ceux qui en seraient exclus pour des raisons financières ou physiques, l'OITS émet les propositions suivantes :

- 6 Suivant les grands exemples de bonnes pratiques que sont les programmes vacances pour les seniors mis en place d'abord en Espagne et au Portugal, le chèque vacances créé en Suisse ou en France il y a plus de 30 ans, ou encore le double pécule de vacances en Belgique ou le programme Erzsébet en Hongrie, renforcer la coopération entre Etats membres pour soutenir ou créer des dispositifs d'aide au départ en vacances transnationaux pour des publics dont l'accessibilité au départ en vacances est freinée par des raisons financières ou physiques.
- 7 Imaginer de nouveaux dispositifs de soutien, comme par exemple un Fonds européen d'appui au départ en vacances venant en complément des dispositifs nationaux ou régionaux existants, permettant la valorisation et la dissémination de bonnes pratiques telles que celles mises en œuvre dans la plateforme eCalypso et facilitant le développement d'échanges transnationaux.
- 8 Soutenir les opérateurs de tourisme social, se reconnaissant dans les critères de l'économie sociale et solidaire, comme tous ceux qui s'engagent dans des actions au bénéfice du plus grand nombre de nos concitoyens d'une façon vérifiable et s'inscrivant dans une logique de développement durable, en primant par exemple les destinations qui appliquent la charte européenne pour le tourisme durable et responsable, en cours d'élaboration.
- 9 Appuyer les échanges de bonnes pratiques et actions permettant aux personnes handicapées d'accéder au tourisme et aux loisirs et promouvoir les initiatives européennes améliorant les services touristiques accessibles à tous⁴.
- 10 Inciter l'Union européenne et ses Etats membres à intégrer dans leurs politiques un soutien aux programmes de tourisme à caractère social ou solidaire s'inscrivant dans des processus de coopération avec les partenaires hors de l'Union européenne.

4 Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, 2007.

Au travers de ces 10 grands axes, l'OITS invite donc les décideurs politiques à davantage considérer le tourisme, et à l'intérieur de celui-ci, ce qui s'appuie sur des valeurs humanistes ancrées dans la réalité sociale et économique.

L'OITS est convaincue que permettre à davantage de familles, de citoyens de l'Union de partir en vacances, dans leur pays comme dans les autres pays de l'Union, c'est aussi permettre à l'Europe de progresser tout en « promouvant ses valeurs et le bien-être de ses peuples » (article 3 du Traité de l'Union européenne).

Bruxelles, le 4 octobre 2013

